

COMMISSION D'AMÉNAGEMENT DU NUNAVUT  
AUDIENCE PUBLIQUE SUR LE PLAN PROVISOIRE D'AMÉNAGEMENT DU NUNAVUT 2016

---

OFFICE DES EAUX DU NUNAVUT

MÉMOIRE DÉPOSÉ AVANT L'AUDIENCE

---

Déposée par :

Stephanie Autut  
Directrice générale  
OFFICE DES EAUX DU NUNAVUT

13 janvier 2017

## TABLE DES MATIÈRES

### Contenu

1	Mise en contexte et objectifs.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
2	Commentaires généraux et recommandations .....	4
2.1	Structure générale et clarté du PPAN .....	4
2.2	Préoccupations 2.2 à 2.8 .....	4
3	Observations particulières et recommandations .....	5
3.1	Orientation sur l'adaptation et les modifications aux passages d'eau douce des caribous.....	5
3.1.1	Mention dans le PPAN .....	5
3.1.2	Commentaire .....	5
3.2	Recommandation de la commission concernant la protection des réserves d'eau potable des collectivités à l'extérieur des limites municipales.....	5
3.2.1	Mention dans le PPAN .....	5
3.2.2	Commentaire .....	5
3.2.3	Recommandations .....	6
3.3	Préambule concernant l'article sur l'infrastructure terrestre linéaire .....	6
3.3.1	Mention dans le PPAN .....	6
3.3.2	Commentaire .....	6
3.3.3	Recommandation .....	6
3.4	Renvois basés sur les impacts cumulatifs sur la Commission du Nunavut chargée de l'examen et des répercussions.....	6
3.4.1	Mention dans le PPAN .....	6
3.4.2	Commentaire .....	6
3.4.3	Recommandations .....	7
3.5	Modifications, révisions et suivis apportés au PAN .....	7
3.5.1	Mention dans le PPAN .....	7
3.5.2	Commentaire .....	7
3.5.3	Recommandations .....	7
3.6	Priorités en matière de recherche sur les impacts cumulatifs.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.6.1	Mention dans le PPAN .....	8
3.6.2	Commentaire .....	8
4	Observations et recommandations éditoriales .....	8

Office des eaux du Nunavut  
Mémoire destiné à l'audience publique 2016  
sur le plan provisoire d'aménagement du Nunavut

1/13/2017

## 1 Mise en contexte et objectifs

Le présent mémoire est déposé au nom de l'Office des eaux du Nunavut (ci-après nommé l'Office ou l'OEN), un organisme de gouvernement populaire établi en vertu des chapitres 10 et 13 de l'Accord entre les Inuits de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada (l'Accord sur le Nunavut). L'article 13.2.1 du chapitre 13 de l'Accord sur le Nunavut indique que : ... *l'OEN a des responsabilités et des pouvoirs sur la réglementation, l'utilisation et la gestion des eaux de la région du Nunavut.*

L'OEN accomplit son mandat au sein du système réglementaire intégré du Nunavut au moyen, principalement, du traitement et de l'administration continue des autorisations (permis et approbations sans émission de permis) visant l'utilisation de l'eau dans la région du Nunavut et le dépôt de déchets dans ces eaux. De plus, en vertu de l'Accord sur le Nunavut, l'OEN détient des droits et des responsabilités particuliers quant à sa participation au processus d'aménagement du territoire du Nunavut. L'article 13.4.1 du chapitre 13 de l'Accord sur le Nunavut indique : *Lorsque les eaux de la région du Nunavut sont concernées, l'OEN collabore pleinement à l'élaboration des plans d'aménagement du territoire en présentant ses recommandations à cet égard à la CAN.* De plus, les fondements législatifs applicables tant à la Commission d'aménagement du Nunavut (Commission ou CAN) qu'à l'OEN précisent davantage les rôles respectifs de la Commission et de l'OEN dans le contexte de l'aménagement du territoire. À voir, par exemple, l'article 56<sup>1</sup> de la Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut, L.C. 2013, c. 14 (LATÉPN) et l'article 36<sup>2</sup> de la Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut, L.C. 2002, c. 10.

Reconnaissant à la fois le mandat de l'OEN ainsi que les rôles et responsabilités express de l'Office à participer au processus d'aménagement du territoire, l'OEN offre les commentaires suivants relativement à la version 2016 de l'ébauche du Plan d'aménagement du territoire du Nunavut (PPAN 2016). Comme exprimé lors de la conférence préparatoire à l'audience organisée par la Commission en novembre 2016, l'OEN a également l'intention de présenter le point de vue de l'Office en participant au volet pertinent de l'audience publique de la Commission portant sur le PPAN 2016 prévue en mars 2017.

---

<sup>1</sup> L'article de la LATÉPN stipule : Dans l'exercice de ses attributions au titre des articles 49 et 52 et du paragraphe 54(2), la Commission d'aménagement consulte l'Office des eaux du Nunavut et tient compte des recommandations que celui-ci présente en vertu du paragraphe 36(1) de la Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut.

<sup>2</sup> L'article 36 de la LENTDSN stipule : L'Office collabore pleinement à l'élaboration des plans d'aménagement du territoire qui touchent les eaux du Nunavut en présentant à la Commission d'aménagement ses recommandations à cet égard.

## 2 Commentaires généraux et recommandations

De façon générale, l'OEN reconnaît et appuie l'approche de la Commission qui vise à passer de la phase initiale de plans de développement régional à un plan d'aménagement global couvrant l'ensemble du Nunavut, comme présenté dans le PPAN 2016. D'autre part, comme le reconnaît la Commission elle-même, le PPAN 2016 reporte l'intégration de la planification pour la gestion des eaux et l'aménagement du territoire à une version ultérieure du plan, en indiquant :

*La gestion de l'aménagement dans ces zones de gestion de l'eau devrait être un élément important des générations futures du PAN en raison de l'inter-connectivité entre la terre et l'eau tout au long de la NSA.*<sup>3</sup>

En conséquence, la contribution de l'OEN au contenu au plan actuel est nécessairement limitée. D'autre part, comme l'OEN reconnaît également l'importance fondamentale d'intégrer aménagement du territoire et planification d'utilisation des eaux à travers la région du Nunavut, et qu'il s'est engagé à travailler avec la Commission aux prochaines éditions du PPAN 2016 pour arriver à ces fins, l'OEN a offert les commentaires généraux et les observations qu'il jugeait appropriés.

En général, l'OEN note qu'en dépit du fait qu'il reconnaisse l'importance d'une intégration future, le PPAN 2016 ne contient aucune précision quant à la manière dont les éditions à venir nécessaires à l'intégration des questions relatives à la planification de la gestion des eaux seront envisagées. Par exemple, ces questions importantes seront-elles confinées au cycle général de mise à jour du PAN ou les révisions seront-elles envisagées seulement si d'autres révisions formelles du plan sont lancées ou, encore, a-t-il été envisagé que l'OEN et la Commission travailleraient sur des mesures d'intégration particulières tout au long du cycle de mise en œuvre du PAN une fois celui-ci adopté ? L'OEN recommande que la Commission explique avec plus de clarté la manière dont elle souhaite que les prochaines versions du PAN reflètent l'intégration de la planification de l'aménagement du territoire avec celle de la gestion des eaux compte tenu de l'importance de ce sujet non seulement pour l'OEN, mais aussi pour les Nunavummiuts en général.

### Structure générale et clarté du PPAN

Comme mentionné au préalable, le report de l'ensemble des questions sur la gestion des eaux à des éditions subséquentes du PAN soulève des questions quant au processus de modification du plan d'ensemble et au calendrier qui permettra d'apporter des modifications de nature aussi importante au PPAN 2016. En l'absence de précisions sur le processus anticipé permettant d'apporter des modifications qui visent à refléter la nature intégrée de la gestion des eaux et du territoire, il sera difficile, pour l'OEN, de faire en sorte que les activités de planification de la gestion des eaux n'engendrent pas de duplication, de chevauchement ou d'incohérence dans le processus de révision de la Commission. Selon l'OEN, une plus grande clarté quant au processus ou au calendrier envisagé pour apporter des modifications substantielles au PPAN 2016 bénéficierait à tous ceux susceptibles de contribuer à la révision de la version actuelle présentée par la Commission.

### Préoccupations 2.2 à 2.8

L'OEN n'a aucun commentaire à ajouter aux préoccupations particulières listées aux paragraphes 2.2 à 2.8 du modèle de mémoire.

---

<sup>3</sup> Page 22, paragraphe 1.5, PPAN 2016.

### 3 Observations particulières et recommandations

L'OEN offre les commentaires détaillés suivants ainsi qu'une analyse et des modifications particulières au PPAN 2016 :

#### **Orientation sur l'adaptation et les modifications aux passages d'eau douce des caribous**

##### **3.1.1 Mention dans le PPAN**

Page 30, paragraphe 2.2.1.4.

##### **3.1.2 Commentaire**

Bien que la gestion du caribou ne relève pas directement du mandat de l'OEN, la gestion des masses d'eau douce mentionnées dans le PPAN 2016 comme ayant des passages de caribous pourrait être sujette au processus d'émission de permis par l'OEN. L'OEN anticipe que, durant le processus d'émission de permis d'utilisation de l'eau, il aura à prendre en compte l'existence de tels passages et pourrait éventuellement avoir à entendre les plaidoyers des collectivités affectées au sujet de modifications quant à l'emplacement de ces passages de caribous. Par conséquent, l'OEN aurait avantage à mieux connaître comment ces changements aux passages mentionnés dans le PPAN 2016 sont susceptibles de survenir et comment la Commission compte diffuser cette information.

#### **Recommandation de la commission concernant la protection des réserves d'eau potable des collectivités à l'extérieur des limites municipales**

##### **3.2.1 Mention dans le PPAN**

Page 42, paragraphe 4.4.1.

##### **3.2.2 Commentaire**

Une des recommandations actuelles de la Commission au paragraphe 4.4.1 se lit comme suit :

*La CAN recommande que, dans la mise en œuvre du Plan d'Aménagement du Nunavut, les Ministères fédéraux ou territoriaux, les agences et organismes, municipalités, Institutions Publiques Gouvernementales, l'Office National de l'Energie, les panels fédéraux d'évaluation environnementale, et d'autres Organismes de Réglementation veillent à ce que les promoteurs prennent en considération l'objectif d'assurer la protection de l'approvisionnement en eau potable des communautés.*

L'OEN ne comprend pas très bien dans quelle mesure la Commission considère que cette recommandation de la Commission et la mise en œuvre du PPAN 2016 ajoutent aux exigences réglementaires des agences mentionnées ni comment cette recommandation pourrait influencer le processus d'évaluation ou d'approbation d'activités susceptibles d'affecter les sources d'approvisionnement en eau potable situées à l'extérieur des limites municipales. De plus, cette directive semble s'adresser aux organismes de réglementation, mais nécessite une action de la part des promoteurs. Par conséquent, il n'est pas évident de comprendre si cette recommandation de la Commission ajoute, ou non, aux exigences imposées aux promoteurs ou s'ajoute plutôt aux facteurs déjà pris en compte par les organismes comme l'OEN dans la conduite du processus global d'évaluation ou d'approbation.

### 3.2.3 Recommandations

Pour refléter l'intention de la Commission, cette recommandation devrait préciser à quel parti la Commission la destine (promoteurs ou organismes de réglementation), et, également, si cette recommandation vise à imposer une obligation supplémentaire aux organismes de réglementation. Selon l'OEN, si le texte actuel vise à demander aux organismes de réglementation de s'assurer de la protection des sources d'approvisionnement en eau potable des collectivités, il s'agit là d'une recommandation qui vise à considérer un facteur faisant déjà partie du mandat de l'OEN.

## **Préambule concernant l'article sur l'infrastructure terrestre linéaire**

### 3.3.1 Mention dans le PPAN

Page 47, paragraphe 5.5.1.

### 3.3.2 Commentaire

Dans les commentaires d'introduction du paragraphe 5.5.1, le PPAN 2016 mentionne :

*L'évaluation environnementale et les processus de délivrance de licence d'utilisation d'eau, par la CNER et l'OEN, se pencheront sur les travaux et les activités liées à la création d'un corridor au Nunavut.*

Cependant, l'OEN doit préciser que, selon l'utilisation de l'eau prévue et les déchets potentiels associés à des infrastructures particulières, toutes les infrastructures terrestres n'entraîneront pas nécessairement la nécessité d'obtenir un permis d'utilisation d'eau.

### 3.3.3 Recommandation

Afin de refléter les exigences réglementaires, l'OEN recommande les changements suivants au paragraphe 5.5.1 :

*En fonction de l'évaluation environnementale et des processus de délivrance de licence d'utilisation d'eau applicables, la CNER et l'OEN pourraient se pencher sur les travaux et les activités liées à la création d'un corridor au Nunavut*

## **Renvois basés sur les impacts cumulatifs sur la Commission du Nunavut chargée de l'examen et des répercussions**

### 3.4.1 Mention dans le PPAN

Page 55, paragraphe 6.3.2.

### 3.4.2 Commentaire

Dans l'éventualité où la Commission détermine qu'une proposition de projet normalement exemptée d'examen par la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER) devrait tout de même être soumise à l'examen par la CNER compte tenu de ses impacts cumulatifs, le processus de délivrance de permis ne pourrait être entrepris par l'OEN aussi longtemps que la CNER n'aurait pas achevé l'évaluation requise. Par conséquent, l'OEN (et les demandeurs de permis d'utilisation de l'eau) tirerait un grand avantage d'une position plus claire au sujet des considérations dont la Commission tiendrait compte pour déterminer si elle doit déclencher ou non un renvoi pour impacts cumulatifs à la CNER. Le PPAN 2016 indique de manière explicite que la Commission : « ... peut élaborer des politiques et procédures, y compris une liste de facteurs à considérer pour déterminer la probabilité et la gravité des Effets Cumulatifs », mais

ne fait aucunement mention des considérations qui permettront à la Commission de conclure à la nécessité d'un renvoi pour cause d'impacts cumulatifs.

De plus, l'OEN note que les renseignements concernant les impacts cumulatifs potentiels sont souvent fournis à l'OEN par les participants au processus de délivrance des permis d'utilisation de l'eau. Ces renseignements pourraient également être inclus dans les rapports de suivi remis à l'OEN dans le cadre des permis en exploitation. De plus, la discussion sur les impacts cumulatifs de la Commission actuellement incluse dans le PPAN 2016 ne mentionne aucunement que la Commission ait reçu des informations mises à jour concernant les impacts cumulatifs. Bien que les détails de tels mécanismes soient mieux servis par le biais de politiques et de procédures devant être élaborées par la Commission, l'OEN aimerait retrouver, dans le PAN, une référence expresse établissant que l'évaluation de la Commission des impacts cumulatifs peut s'appuyer, et sera menée, sur la base de renseignements obtenus d'autres organismes comme l'OEN et la CNER, et après consultation avec ceux-ci, ces organismes étant les plus susceptibles d'avoir en leur possession les données les plus à jour sur les impacts cumulatifs dans une région donnée.

### **3.4.3 Recommandations**

L'OEN recommande que la Commission fournisse plus de détails au sujet de son approche pour déterminer les impacts cumulatifs, notamment l'inclusion d'une liste de facteurs qui seront pris en compte par la Commission. De plus, l'OEN recommande que la Commission fasse référence au rôle des autres organismes et à leur capacité à fournir des informations mises à jour sur les impacts cumulatifs pour considération par la Commission dans le cadre de son évaluation des impacts cumulatifs.

## **Modifications, révisions et suivis apportés au PAN**

### **3.5.1 Mention dans le PPAN**

Page 56, paragraphes 6.3.4 et 6.3.5

### **3.5.2 Commentaire**

Comme mentionné auparavant, et comme le PPAN 2016 reporté à des éditions subséquentes du PAN l'intégration des exigences en matière de gestion globale de l'eau, l'OEN aurait souhaité voir incluses comme étant une « modification importante » du PAN, les modifications requises pour permettre de mieux intégrer les considérations de planification de la gestion de l'eau dans les prochaines éditions du PAN. Autre solution possible, la reconnaissance explicite que des initiatives conjointes d'intégration entre la Commission et l'OEN puissent déclencher un examen périodique du PAN pourrait s'avérer à propos. L'OEN note qu'au paragraphe 6.3.5 la Commission a indiqué clairement que « l'IQ et le feedback de la communauté peuvent tous deux agir comme déclencheurs pour commencer un examen du plan », mais n'a pas mentionné qu'une demande provenant d'autres institutions du gouvernement populaire faisant partie du système de réglementation intégré du Nunavut, notamment le Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut, la Commission du Nunavut chargée de l'examen et des répercussions et le Tribunal des droits de surface du Nunavut, pourrait également déclencher un examen périodique du plan. Compte tenu du fait que les institutions de gouvernement populaire (IGP) sont à la fois tenues, et responsables de la mise en œuvre de certains aspects du PAN, l'OEN recommande l'inclusion d'une référence plus explicite concernant le rôle des IGP dans les processus de modification, d'examen et de suivi du PAN.

### **3.5.3 Recommandations**

L'OEN recommande que le PPAN 2016 soit enrichi afin d'inclure une référence explicite concernant l'engagement de la Commission à procéder à des révisions importantes du PPAN dans le but de refléter l'incorporation de considérations relatives à la gestion de l'eau dans le plan. L'OEN recommande de plus que des détails supplémentaires concernant le processus et le calendrier associés aux modifications, révisions et suivis du PPAN soient inclus dans cette section du PPAN.

## **Priorités en matière de recherche sur les impacts cumulatifs**

### **3.6.1 Mention dans le PPAN**

Pages 59, paragraphe 6.8.5.

### **3.6.2 Commentaire**

L'OEN affirme qu'il appuie énergiquement la priorité en matière de recherche inscrite dans ce paragraphe du PPAN, et qui se lit comme suit :

*Identifier les seuils acceptables, et les indicateurs de base pour gérer les impacts des Projets/Propositions de Projets commerciaux et industriels sur :*

- 1) La qualité de l'eau douce dans les zones de gestion des eaux du Nunavut et les petits bassins versants sous les pressions du développement ;*

L'OEN souhaite également exprimer clairement ses attentes voulant que, dans la mesure où des recherches sont menées sur ces questions et que des seuils acceptables et des indicateurs de base sont finalement pris en compte par la Commission. L'OEN s'attend à être consulté par la Commission et à travailler en collaboration avec celle-ci afin de les étudier et de fournir l'avis de l'OEN au sujet de cette recherche à la fois opportune et importante.

## **4 Observations et recommandations éditoriales**

L'OEN n'a aucun commentaire à formuler à ce sujet.